raisons au monde accepterions-nous l'agression et la violence dans la communauté internationale?

Au fil des ans, nous avons élaboré un système de lois et de règlements pour assurer la sécurité de la personne et de la propriété, c'est-à-dire pour assurer le bon comportement de nos concitoyens et concitoyennes. À l'échelle mondiale, il existe certaines conventions et un code de comportement auquel la majorité des pays ont l'habitude de se conformer. Il s'agit en quelque sorte de règlements pour assurer la paix et l'ordre dans le village mondial. Et l'organisme qui est chargé d'assurer le respect de ces règlements, c'est le Conseil de sécurité de l'ONU.

Depuis l'invasion du Koweït en août dernier, l'approche du Conseil de sécurité a été décisive et pondérée. On a su conserver un consensus dans l'adoption de 12 résolutions consécutives. L'ONU a exploré toutes les pistes diplomatiques, y compris la plus récente visite à Bagdad du secrétaire général de Cuellar afin de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe. La réaction du gouvernement de l'Irak, intransigeance, insolence et indifférence.

Face à ce manque de coopération de la part de l'Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU, le 29 novembre dernier, a adopté la résolution 678 en vertu de laquelle les pays membres sont autorisés à avoir recours à tous les moyens nécessaires pour faire respecter les résolutions précédentes et, de façon plus particulière, à repousser les forces irakiennes et à rétablir le gouvernement légitime du Koweït.

Cette résolution a donc été adoptée le 29 novembre. Mais en dépit des nombreuses tentatives de résolution pacifique de la crise, le gouvernement de l'Irak n'a donné aucun signe qu'il était prêt à changer sa politique et son attitude.

Ainsi, le gouvernement de l'Irak fait preuve de mauvaise volonté. Il a choisi consciemment de ne pas respecter l'ordre international, l'ONU et les résolutions de l'ONU. Ce gouvernement est, ni plus ni moins, un hors-la-loi international. Comme tous les hors-la-loi, il doit subir les conséquences de ses gestes.

Toutefois, il y a une différence assez frappante entre la situation du gouvernement de l'Irak et celle du criminel commun qui fait la manchette de nos journaux, à savoir que la communauté internationale offre une porte de sortie au gouvernement de l'Irak, et il s'agit d'une porte de sortie pacifique. Il appartient à Saddam Hussein de

Initiatives ministérielles

choisir son destin. Évacuera-t-il le Koweït de son propre gré ou attendra-t-il que la communauté internationale prenne les moyens pour le faire? Choisira-t-il la voie d'une solution pacifique ou s'obstinera-t-il à tourner le dos à l'ordre international et ainsi précipiter une confrontation tragique avec cette même communauté?

Face à un agresseur intraitable et intransigeant, est-ce que la communauté internationale doit se résigner ou doit-elle plutôt prendre les moyens nécessaires pour forcer l'agresseur à se replier derrière ses propres frontières?

• (1950)

À mon avis, on ne peut tirer qu'une conclusion à la lumière de ces considérations. Oui, nous devons chercher constamment des solutions diplomatiques et pacifiques à la crise. Oui, nous devons maintenir les sanctions adoptées par l'ONU. Toutefois, y a-t-il la moindre preuve que ces sanctions aient influencé la position du gouvernement de l'Irak? Que je sache, aucune. Bien qu'elles semblent avoir causé des problèmes majeurs à la population irakienne, après cinq mois d'application, elles n'ont rien fait pour changer l'arrogance et l'inflexibilité du régime de Bagdad. Combien de temps faut-il attendre? Six mois, un an, cinq ans? Il n'y en a pas de réponse. D'ailleurs, après tout ce temps, que restera-t-il du Koweït?

La présence des forces irakiennes a déjà été néfaste pour le peuple, pour l'économie et l'infrastructure du Koweït. De plus, si la coalition internationale n'agit pas de façon décisive et efficace, c'est tout l'ordre international et les principes de sécurité collective qui s'en trouveront grandement affaiblis. Faute d'action décisive, la crédibilité et l'efficacité de l'ONU pourraient être parmi les grandes victimes de la crise du Golfe. Nous ne voulons pas retourner à une situation où la seule loi qui prévaudra dans le monde sera celle du plus fort.

Madame la Présidente, il est question ici de sécurité collective. L'invasion du Koweït a accentué l'instabilité dans une région déjà explosive et qui, de surcroît, est d'importance capitale pour nos intérêts et pour la santé de l'économie mondiale. Par le biais de l'ONU, la communauté internationale doit voir à rétablir l'intégrité territoriale d'un de ses membres à part entière qu'est le Koweït, sinon le concept de sécurité collective ne demeurera qu'une vue de l'esprit. Ce serait sanctionner que la loi du plus fort est toujours la meilleure. Nos paroles doivent se concrétiser dans des gestes.